

furrerhugi.



RAPPORT DU 9 MAI 2018 SUR LA POLITIQUE DE LA PETITE ENFANCE

PARLEMENTS CANTONAUX

Période sous revue: février à avril 2018

furrerhugi. ag

Schauplatzgasse 39 | CH-3011 Bern | T +41 31 313 18 48 | F +41 31 313 18 49
Schützengasse 4 | CH-8001 Zürich | T +41 44 251 01 43
Avenue de l'Université 18 | CH-1005 Lausanne | T +41 21 312 16 86
Corso Elvezia 16 | Casella postale 5607 | CH-6901 Lugano | T +41 91 911 84 89
45, Square Ambiorix | B-1000 Bruxelles | T +32 2 235 00 20

info@furrerhugi.ch | www.furrerhugi.ch

1 INTRODUCTION

Le présent rapport, qui porte sur les activités législatives au niveau cantonal, couvre la période allant de février à avril 2018. Le nombre de nouvelles interventions est plutôt faible par rapport à la période précédente.

Cette fois encore, le thème du financement de l'accueil extrafamilial des enfants a été central au cours de la période sous revue. Ainsi, il a été demandé à différentes reprises que les 100 millions de francs de fonds de la Confédération supplémentaires soient consacrés à étendre l'offre existante ou à augmenter la part des subventions cantonales. Les attentes des cantons sont relativement élevées et il reste à voir dans quelle mesure les différents cantons profiteront de ces fonds lorsque la Confédération adoptera l'ordonnance (ce qui est prévu au début de l'été).

L'âge d'entrée à l'école obligatoire aussi continue d'intéresser les partis. Dans plusieurs cantons, des interventions pendantes ou nouvellement déposées demandent la flexibilisation de l'âge d'entrée. Notons ici que les auteurs des interventions viennent des rangs du PS comme de ceux de l'UDC.

La troisième thématique centrale est celle des allocations familiales et de naissance, avec là aussi des interventions déposées par des partis tant de gauche que de droite – même si les motivations diffèrent largement.

Un aperçu des interventions correspondantes figure au chapitre suivant tandis que la liste de l'ensemble des interventions pendantes ou liquidées se trouve au chapitre 3.

2 INTERVENTIONS IMPORTANTES EN COURS ET EN SUSPENS

Politique familiale

Dans le domaine de la politique familiale, les interventions lors de la période sous revue portent exclusivement sur la question du montant des allocations pour enfants et familiales. Dans le canton de Schaffhouse par exemple, la JS a demandé la [hausse des allocations familiales et l'introduction d'une allocation de naissance](#) tandis que dans le Valais, l'UDC proposait d'étendre le [droit aux allocations de naissance, d'adoption et familiales](#) aux parents au chômage ou élevant seuls leurs enfants.

Accueil extrafamilial des enfants

En ce qui concerne l'accueil extrafamilial des enfants, la variété des thèmes abordés est grande, du respect de [normes en matière d'accueil extrafamilial des enfants](#) dans le canton de Neuchâtel (PS) à l'introduction d'une [obligation sélective de fréquenter les groupes de jeu à l'échelle communale](#) dans celui de Bâle-Campagne (PS). Cette dernière proposition fournirait aux communes une base légale pour rendre obligatoire la participation aux groupes de jeu pour les enfants disposant de connaissances insuffisantes de l'allemand.

Plusieurs interventions ont porté sur l'[offre existante de solutions d'accueil extrafamilial des enfants](#) qui ne correspondrait pas aux besoins réels, par exemple dans le canton de Bâle-Campagne (PEV). Dans le canton de Berne aussi, les Verts ont demandé l'[élargissement de l'accueil extrafamilial des enfants](#). Plusieurs interventions en appellent par ailleurs aux autorités cantonales afin qu'elles garantissent le soutien des structures d'accueil par les cantons ou l'extension de ce soutien, notamment au regard des 100 millions de francs de fonds de la Confédération supplémentaires qui seront disponibles à partir de 2018/2019. Dans le canton de Fribourg, le PCS souhaite que les [places d'accueil extrascolaire pour les écoliers](#) soient subventionnées à l'aide des fonds de la Confédération. En outre, selon le PS, il incombe aux communes de mettre à disposition une plus grande [part de places d'accueil subventionnées](#).

Il est intéressant de noter que deux interventions dans les cantons de Zurich (UDC) et de Bâle-Ville (PDC/PEV) concernent l'[âge d'entrée au jardin d'enfants](#) et à l'[école primaire](#). HarMoS ayant pour conséquence une baisse globale de l'âge d'entrée, les enfants les plus jeunes se trouveraient dépassés au jardin d'enfants ou à l'école primaire, ce qui placerait les enseignants et les parents devant de nouveaux défis. Ces interventions demandent la flexibilisation de l'âge d'entrée ou une entrée progressive. Durant la période sous revue, le [gouvernement a recommandé le rejet d'une intervention similaire dans le canton de Soleure](#). Dans le Tessin aussi, le PDC a demandé un assouplissement des prescriptions relatives à l'[âge d'entrée au jardin d'enfants et à sa fréquentation](#).

Conciliation

Plusieurs interventions dans la catégorie «Accueil extrafamilial des enfants» recoupaient le thème de la conciliation. Les interventions regroupées sous l'intitulé «Conciliation» concernaient principalement les structures de jour dans les écoles obligatoires, c'est pourquoi il n'en sera pas fait plus largement mention ici.

Pénurie de main-d'œuvre qualifiée

En matière de pénurie de main-d'œuvre qualifiée, une seule nouvelle intervention a été déposée, et ce par le PS dans le canton de Berne. Ce postulat exige une [meilleure rémunération des enseignants](#) afin de répondre à la complexité croissante et à la difficulté de recruter des personnes qualifiées.

Promotion de la santé et prévention

Dans le domaine de la promotion de la santé et de la prévention aussi, une seule intervention a été enregistrée, dans le canton de Berne également. Le PS demande que le canton prenne des mesures pour [prévenir les violences sexuelles et physiques envers les enfants](#) pour pallier l'action de la Confédération jugée insuffisante.

3 TOUS LES OBJETS (EN SUSPENS, EN COURS ET TERMINÉS)

Politique familiale

Basel-Landschaft	Moderne Familienpolitik: Einführung Individualbesteuerung und höhere Kinderzulagen	BDP (Bürgerlich-Demokratische Partei)	19.04.2018: Eingereicht
Freiburg	Avances pour l'entretien des enfants, des conjoints ou des ex-conjoints : adaptation au nouveau droit des pensions alimentaires pour les enfants	CVP/PDC/PPD (Christlichdemokratische Volkspartei), FDP/PRD/PLR (Freisinnig-Demokratische Partei)	17.04.2018: Antwort der Regierung 12.10.2017: Eingereicht
Schaffhausen	Ideales Lebensumfeld für Familien Anpassung der Familienzulagen		19.02.2018: Erheblich- erklärung 15.05.2017: Eingereicht
Wallis	Geburts- und Familienzulagen	SVP/UDC (Schweizerische Volkspartei), CVP/PDC/PPD (Christlichdemokratische Volkspartei)	16.02.2018: Antwort der Regierung 08.06.2017: Eingereicht

Accueil extrafamilial des enfants

Neuenburg	Surveillance des structures d'accueil de la petite enfance	SP/PS (Sozialdemokratische Partei)	25.04.2018: Erledigt 25.04.2018: Antwort der Regierung
-----------	--	------------------------------------	---

			19.02.2018: Eingereicht
Basel-Landschaft	Schaffung der Möglichkeit für Gemeinden, ein selektives Spielgruppenobligatorium einzuführen	SP/PS (Sozialdemokratische Partei)	10.04.2018: Regierung beantragt Annahme 11.01.2018: Eingereicht
Luzern	Die Prüfung der Einreichung eines Gesuchs zur zusätzlichen finanziellen Unterstützung der Kinderbetreuung durch den Bund	GLP (Grünliberale Partei Schweiz)	27.03.2018: Regierung beantragt Annahme 27.03.2018: Antwort der Regierung 31.10.2017: Eingereicht
Neuenburg	Comment mieux encadrer les stages en crèche ?	SP/PS (Sozialdemokratische Partei)	27.03.2018: Erledigt 27.03.2018: Antwort der Regierung 23.03.2018: Eingereicht
Basel-Stadt	"Einführungsklassen jetzt!"		26.03.2018: Eingereicht
Freiburg	Änderung des Gesetzes über die familienergänzenden Tagesbetreuungseinrichtungen (FBG) (Art. 9, Abs. 1): Rechtmässig anerkannte vorschulische Einrichtungen und auserschulische Betreuungseinrichtungen (3H-8H) sollen vom Staat finanziell unterstützt werden	CSP/PCS (Christlichsoziale Volkspartei)	23.03.2018: Eingereicht
Basel-Landschaft	Zum Gesetz über die familienergänzende Kinderbetreuung (FEB)	EVP/PEV (Evangelische Volkspartei)	22.03.2018: Eingereicht

Basel-Landschaft	Früh übt sich, wer eine Meisterin oder ein Meister werden will	SP/PS (Sozialdemokratische Partei)	22.03.2018: Erledigt / abgelehnt 22.03.2018: Parlament lehnt Vorstoss ab 18.12.2017: Regierung beantragt Annahme 16.11.2017: Eingereicht
Bern	Bessere Kostendeckung bei Tagesschulen	SVP/UDC (Schweizerische Volkspartei)	19.03.2018: Erledigt / abgelehnt 19.03.2018: Parlament lehnt Vorstoss ab 15.11.2017: Regierung beantragt Annahme 15.11.2017: Antwort der Regierung 19.06.2017: Eingereicht
Bern	Familienergänzende Kinderbetreuung im Kanton Bern bedarfsgerecht ausbauen!	GPS/PES (Grüne Partei)	19.03.2018: Eingereicht
Bern	Ganztagesschulen	SP/PS (Sozialdemokratische Partei)	19.03.2018: Erledigt / abgelehnt 19.03.2018: Parlament lehnt Vorstoss ab 08.11.2017: Regierung beantragt Annahme 08.11.2017: Antwort der Regierung

			06.06.2017: Eingereicht
Solothurn	Weicher Einstieg in den Kindergarten	CVP/PDC/PPD (Christlichdemokratische Volkspartei)	19.03.2018: Regierung beantragt Ablehnung 19.03.2018: Antwort der Regierung 20.12.2017: Eingereicht
Graubünden	Rechtsstellung von kinderbetreuenden Spielgruppen im Kanton Graubünden	CVP/PDC/PPD (Christlichdemokratische Volkspartei)	19.03.2018: Antwort der Regierung 06.12.2017: Eingereicht
Bern	Einige Eltern brauchen dringendst Hilfe!	SP/PS (Sozialdemokratische Partei), PSA (Autonome Sozialistische Partei)	19.03.2018: Parlament unterstützt Vorstoss 15.11.2017: Regierung beantragt Annahme 15.11.2017: Antwort der Regierung 08.06.2017: Eingereicht
Bern	Früherziehung als sonderpädagogische Massnahme und frühe Führung sollen in die Erziehungsdirektion überführt werden	SP/PS (Sozialdemokratische Partei)	20.03.2018: Eingereicht
Basel-Stadt	Heilpädagogische Früherziehung im Kanton Solothurn	SP/PS (Sozialdemokratische Partei)	14.03.2018: Eingereicht
Basel-Stadt	Verbesserung des Eintritts in die Volksschule	CVP/PDC/PPD (Christlichdemokratische Volkspartei), EVP/PEV (Evangelische Volkspartei)	14.03.2018: Eingereicht

Zürich	Früher Kindergarteneintritt	SVP/UDC (Schweizerische Volkspartei)	26.02.2018: Eingereicht
Sankt Gallen	Spielgruppenbesuch effizient fördern	SP/PS (Sozialdemokratische Partei), SVP/UDC (Schweizerische Volkspartei), CVP/PDC/PPD (Christlichdemokratische Volkspartei), FDP/PRD/PLR (Freisinnig-Demokratische Partei)	20.02.2018: Erledigt 23.01.2018: Antwort der Regierung 28.11.2017: Eingereicht
Freiburg	Loi sur les structures d'accueil extrafamilial de jour (LStE) - Modification des articles 9 et 10 (Financement)	SP/PS (Sozialdemokratische Partei)	08.02.2018: Eingereicht
Tessin	Per la modifica delle direttive sulla frequenza nella scuola dell'infanzia: per un vero accesso dei bambini di 3 anni alla scuola dell'infanzia	CVP/PDC/PPD (Christlichdemokratische Volkspartei)	12.03.2018: Eingereicht

Pénurie de main-d'œuvre qualifiée

Zürich	100%-Stellen auch für Kindergartenlehrpersonen	EVP/PEV (Evangelische Volkspartei), GPS/PES (Grüne Partei), SP/PS (Sozialdemokratische Partei)	04.04.2018: Regierung beantragt Ablehnung 04.04.2018: Antwort der Regierung 15.01.2018: Eingereicht
Basel-Landschaft	Bildungsqualität statt Abbau: Stärkung der Berufsbildung	SP/PS (Sozialdemokratische Partei)	22.03.2018: Erledigt / abgelehnt 22.03.2018: Parlament lehnt Vorstoss ab 20.12.2017:

			Regierung beantragt Ablehnung 20.12.2017: Antwort der Regierung 28.09.2017: Eingereicht
Bern	Klassenlehrpersonen der Volksschule und des Kindergartens sollen besser abgegolten werden	SP/PS (Sozialdemokratische Partei), PSA (Autonome Sozialistische Partei)	20.03.2018: Eingereicht

Conciliation

Basel-Stadt	Anpassung Richtgrösse Tagesstrukturen	SP/PS (Sozialdemokratische Partei)	15.03.2018: Eingereicht
Basel-Stadt	Qualität und Benutzerfreundlichkeit der Tagesstrukturen	SP/PS (Sozialdemokratische Partei)	14.03.2018: Eingereicht
Basel-Stadt	Stellvertretungssystem bei Elternschaft	GB (Grünes Bündnis)	14.03.2018: Eingereicht
Solothurn	Vaterschaftsurlaub für die Angestellten des Kantons Solothurn	GPS/PES (Grüne Partei)	27.02.2018: Erheblich- erklärung 27.02.2018: Antwort der Regierung 15.11.2017: Eingereicht

Promotion de la santé et prévention

Bern	Kindesschutz-Programm gegen innerfamiliäre Gewalt	SP/PS (Sozialdemokratische Partei)	07.03.2018: Eingereicht
------	---	------------------------------------	------------------------------------

